



Association Tunisienne
de Défense des Libertés
Individuelles

المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE
THE WEEKLY PRESS REVIEW

Media Libre 2018



Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 31-08-2018</p> <p>Khalid Chraibi Diplômé de sciences économiques, il a travaillé dans une société de consultants économiques à Washington DC puis à la Banque Mondiale.</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>La réforme de l'héritage en droit musulman (1^{er} partie)</p> <p>Est-il licite de réviser les règles de répartition de l'héritage prescrites dans le Coran pour les adapter aux conditions de vie et aux besoins des femmes dans les sociétés musulmanes du 21^e siècle?</p> <p>Première partie: Les fondements du partage inégal de l'héritage</p> <p>L'islam fut un précurseur en matière de libération de la femme. Dès le 7^e siècle, il redéfinit son statut au sein de la famille et de la société, et lui donna sa pleine quote-part de droits et de responsabilités. Il procéda à un rééquilibrage des rôles respectifs des époux au sein de la famille, dans le but de permettre à chacun d'eux d'assumer pleinement les responsabilités qui lui étaient attribuées, et de contribuer de manière efficace à l'épanouissement de la cellule familiale et à la consolidation des assises de la communauté. En particulier, l'islam donna à la femme le droit de recevoir un héritage (ce dont elle était privée jusque-là) et de gérer librement tous ses biens.</p> <p>Le Coran présente à cet effet un tableau détaillé des nouvelles règles de répartition de l'héritage que les musulmans doivent appliquer. Elles sont basées sur trois critères fondamentaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le degré de parenté avec le défunt (plus le lien est fort, plus la part augmente) ; - la catégorie d'âge du bénéficiaire (un héritier « jeune » reçoit une part plus importante qu'un héritier d'un âge « avancé » ; ainsi, la fille du défunt hérite plus que la mère ou le père du défunt) ; et - la responsabilité financière qu'a l'héritier de pourvoir aux besoins de sa famille et de ses proches. <p>Sur la base de ces règles de répartition, au sein d'une fratrie, la fille du défunt reçoit une part d'héritage, contre deux parts pour son frère. Mais, contrairement aux apparences, ce partage inégal n'est pas fondé sur le sexe des héritiers. Il se justifiait fondamentalement, au temps de la Révélation, selon les oulémas, du fait que les héritiers mâles avaient la responsabilité de pourvoir à l'ensemble des besoins de leur famille propre et de certains de leurs proches bien définis, alors que la femme n'assumait aucune responsabilité en la matière et pouvait disposer librement de la part qui lui revenait.</p> <p>Autrement, sur plus de 30 cas répertoriés dans les règles de partage de l'héritage, il n'existe que 4 cas dans lesquels la femme hérite la moitié de ce qu'hérite l'homme. Dans plus de 8 cas,</p>

elle hérite une part égale à celle de l'homme (des parts égales sont attribuées au père et à la mère du défunt, par exemple) ; dans plus de 10 cas, la femme hérite plus que l'homme ; dans différents autres cas, seule la femme hérite. (Tahar Mahdi, La place de la femme dans le droit successoral musulman-2003)

En établissant ces nouvelles règles, l'islam visait à réparer une injustice, en accordant aux femmes leur part appropriée d'héritage en fonction de leur degré de parenté avec le défunt. Il signifiait ainsi à l'ensemble de la société arabe de l'époque qu'il n'y avait pas de raison que toute la fortune du défunt aille aux mâles de la famille seulement, alors que les femmes aussi avaient des besoins qu'il s'agissait de satisfaire, et qui n'étaient pas nécessairement que de "loisirs".

Cette redéfinition des droits et ce rééquilibrage des rôles respectifs des hommes et des femmes au sein de la famille musulmane constituaient, à l'époque de la Révélation, une percée révolutionnaire par rapport aux habitudes et au mode de vie traditionnel des sociétés de la région.

La critique contemporaine du partage inégal de l'héritage

Mais, quatorze siècles plus tard, le mode de vie des sociétés musulmanes et les données de la situation ont radicalement changé. Ce qui était indéniablement un grand progrès pour les droits de la femme au 7^e siècle, en matière d'héritage, est jugé par de nombreuses associations de défense des droits des femmes comme une grande injustice, quand c'est replacé dans le contexte du 21^e siècle. Ces associations réclament donc la révision des termes de répartition de l'héritage dans les sociétés musulmanes, pour les adapter aux conditions de vie et aux besoins des femmes dans le cadre des sociétés contemporaines.

Elles observent à cet égard que, de notre temps, dans un ménage, le mari ne dispose pas nécessairement de ressources suffisantes pour pourvoir à tous les besoins de la famille. La femme a souvent besoin de travailler pour contribuer de son mieux aux dépenses du foyer, qu'il s'agisse des achats de nourriture et de vêtements, des règlements de loyer, des dépenses de santé ou d'éducation des enfants, des frais de transport, etc. La liste des obligations du ménage s'allonge constamment, au fur et à mesure de la croissance des enfants, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

Souvent, le couple procède aussi, quand il le peut, à des investissements, généralement effectués à crédit et remboursables sur plusieurs années (tels que l'achat d'une voiture ou d'un logement, etc.), ce qui nécessite la mobilisation de ressources considérables. La femme est donc appelée, quand elle dispose de ressources personnelles, à contribuer de son mieux à la couverture de ces dépenses.

Par ailleurs, il existe de nombreuses situations où les femmes sont appelées à prendre en charge tous les frais du ménage : en cas de perte de travail de l'époux ; de son décès ; ou en cas de divorce, de répudiation ou d'abandon du foyer par le mari (en lui laissant la charge des enfants), par exemple.

De plus, le raisonnement qui sous-tend le partage inégal ne tient pas suffisamment compte de la situation des héritières quand il s'agit de fillettes et d'adolescentes qui sont encore à la charge de leurs parents (et qui seront, selon les cas de figure, également à la charge de leurs frères qui ont reçu une part double de la leur dans le cadre de l'héritage).

En effet, les frères plus âgés peuvent avoir à subvenir en priorité aux besoins de leur propre foyer, quand ils en ont un. Ils ne vont donc pas nécessairement subvenir à tous les besoins de ces fillettes et adolescentes (nourriture, vêtements, santé, éducation, etc.) jusqu'au jour où elles se marieront avec un homme qui prendra la relève. Au sein d'une telle fratrie, une sœur sera à la merci de son frère jusqu'à son mariage, dépendante de sa bonne foi et de sa bonne volonté, ainsi que de tous les aléas de la vie qui peuvent survenir dans le ménage de ce frère.

Encore faudrait-il que la jeune fille épouse éventuellement un homme riche, ayant des ressources suffisantes pour qu'elle n'ait pas besoin de contribuer aux dépenses du ménage. Or, l'écrasante majorité des hommes et des femmes aujourd'hui ne tombent pas dans ce cas de figure. Un jeune couple a des besoins énormes et des ressources limitées. Une part d'héritage, quand elle survient, est toujours la bienvenue.

D'après les associations de défense des droits des femmes, il n'est plus possible, dans ces conditions, de justifier de nos jours l'inégalité dans le partage par la proposition que c'est l'homme qui prend en charge toutes les dépenses, et que les ressources qu'une femme reçoit dans le cadre d'un héritage ne représentent que de "l'argent de poche" dont elle disposera librement pour ses propres besoins ou ses loisirs.






31-08-2018

S.H

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

La jeune fille de Goubellat n'a pas été violée selon le rapport du médecin légiste

Le porte-parole de la Garde nationale, Houssemeddine Jebabli a assuré ce vendredi 31 août 2018, dans une déclaration accordée Mosaïque Fm que le rapport du médecin légiste a révélé que la jeune fille de Goubellat n'a pas été victime d'agression sexuelle. Hier, le porte-parole du tribunal de première instance de Béja, Riadh Bakr, avait déclaré sur Shems Fm, que la victime a été soumise à deux examens légistes qui ont donné des versions contradictoires. Si les deux rapports confirment les violences physiques subies par la victime, la thèse d'une agression sexuelle demeure floue. Le troisième rapport pratiqué aujourd'hui vient donc trancher cette question. Le porte-parole de la Garde nationale a indiqué, par ailleurs, que les six individus impliqués dans l'affaire comparaitront devant le juge d'instruction au Tribunal de première instance de Béja.

 <p>31-08-2018</p> <p>B.H</p> <p>realites</p>	<p>Torture: ouverture d'une enquête à la prison civile de Mahdia</p> <p>Le procureur général près la Cour d'appel à Monastir vient d'ordonner au procureur de la République près le tribunal de première instance de Mahdia l'ouverture d'une enquête sur des soupçons de torture dans la prison civile de Mahdia. Cette enquête concernera l'ensemble des parties y compris les cadres et les agents pénitentiaires de ladite prison, a annoncé le porte parole des tribunaux de Monastir Farid Ben Jaha. Rappelons que le président de la filiale régionale de la ligue de défense des droits de l'Homme à Mahdia, Jamel Eddine Esebaa a annoncé sur les ondes de Jawhara Fm vendredi 31 août 2018 qu'une équipe de la ligue s'est rendue il y a deux semaines dans ladite prison suite à la réception de plusieurs plaintes faisant état de la présence de cas de torture. 7 prisonniers ont confirmé auprès des activistes de la ligue, un mauvais traitement et des dépassements allant jusqu'à la torture. A noter que la députée Rabha Ben Hassine a alerté le ministre de la justice quant à ces dépassements jugés graves. Le ministre s'est engagé à suivre l'affaire.</p>
 <p>31-08-2018</p> <p>mosaiquefm</p>	<p>Première célébration: journée nationale du savoir pour les prisonniers</p> <p>Le ministre de la justice, Ghazi Jribi, a indiqué dans une déclaration accordée à Mosaïque Fm à la prison de Mornaguia que la célébration de la journée nationale du Savoir pour les prisonniers et leurs enfants pour la première fois en Tunisie, relève d'une intention étatique visant à encadrer et s'occuper des familles des prisonniers, ainsi qu'à les intégrer dans la société .</p>
<p>مقالات باللغة العربية</p>	
 <p>31-08-2018</p> <p>راشد شعور</p> <p>alchourouk</p>	<p>صفاقس: زجوا بها في جينيريك شريط ساخن: ممثلة ونجمة تليفزيونية مشهورة في ورطة</p> <p>القضية خطيرة للغاية ، والجهات الأمنية المعنية تحرص في تحقيقاتها على سرية الأبحاث في انتظار استكمالها، وما تسرب من معلومات مثير للغاية بعد إقدام مجموعة من الشباب « (فتاتان وشاب) على تصوير بعض المقاطع الساخنة « ايروتيك » في إطار ولعهم بالتصوير والإخراج.. ربما ..</p> <p>الفرقة المختصة بالبحث في جرائم العنف ضدّ المرأة والطفل التابعة لمنطقة الأمن بصفاقس الجنوبية تتحرى حاليا في الموضوع بعد إيقاف الثالث وحجز مقطع إباحي وقد أذنت النيابة العمومية بإيقافهم على ذمة التحقيقات في انتظار يوم 10 سبتمبر الجاري وهو موعد الجلسة بالدائرة الجنائية بصفاقس 2 حسب الناطق الرسمي باسم محاكم صفاقس القاضي مراد التركي ..</p> <p>المعلومات المتوفرة حاليا تفيد ان المجموعة المشتبه بها تعمدت تصوير فيلم قصير مدته 7 دقائق بأسلوب مثير للغاية (...)، وتؤكد مصادرنا أن « المخرجة « متمرسه على التصوير وصاحبة ديبلوم و»شركة « في المجال وهو ما جعل عملها يلامس الحرفية في اختيار الأماكن والديكور والإضاءة وغيره من تقنيات التصوير ..</p> <p>الموضوع لا يقف عند هذا الحد، بل المثير في القضية استغلال الثالث المتهم لجمعة تونسية تلفزيونية معروفة جدا، وقد اجروا معها حوارا صحفيا وهميا لما كانت على متن اللود في اتجاه قرقنة في إطار تظاهرة ضخمة عاشت على وقعها صفاقس وقرقنة..</p>

الممثلة والنجمة التلفزيونية سقطت في الفخ، والثالث استغل اسمها ونجوميتها في عملية المونتاج لكن دون تركيب قد يمس منها، فقط صورها في الجينيريك دون تركيب أو غيره ربما لتسويق الشريط الإباحي لا غير ..

النجمة تم استدعاؤها للتحري معها، ففوجئت بالموضوع بل وانهارت وبكت حظها لتصر على تتبع الثالث قضائيا، وعلى هذا الأساس تم توجيه للمشتبه بهم تهمة « الاعتداء على المعطيات الشخصية » طبعا مع تهمة التجاهر بما يناهز الحياء والاعتداء على الأخلاق الحميدة حسب القاضي والناطق الرسمي باسم محاكم صفاقس مراد التركي الذي أضاف لـ «الشروق» أن الثالث سقطوا في فخ الأمن لما كانوا على متن سيارة تم تفتيشها فتم العثور على المقطع الإباحي والذي من خلاله وبإذن من وكالة الجمهورية انطلقت التحقيقات لتكشف بعض هذه التفاصيل.. قضية الحال تنظر فيها الدائرة الجنائية بمحكمة صفاقس 2 يوم 10 سبتمبر الجاري

المغرب

31-08-2018

فتحية سعادة

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

في قضية اختطاف طفلة الـ15 سنة بقبلاط : ارتفاع حصيلة المحتفظ بهم إلى 6 والإذن بإحالة المتضررة على الطب الشرعي للمرة الثالثة

وصل عدد الإيقافات في قضية اختطاف فتاة الـ15 سنة بمنطقة قبلاط من ولاية باجة 6 أشخاص من بينهم فتاة وعون امن وما تزال الأبحاث جارية في انتظار ان يتم الكشف عن خفايا العملية وأسبابها. تواصل الوحدات الأمنية الأبحاث في قضية اختطاف طفلة الـ15 سنة من منزلها والاعتداء على والدتها وجدها التي فارقت مؤخرا الحياة متأثرة بإصابتها. ووفق ما اكده الناطق الرسمي باسم المحكمة الابتدائية بباجة رياض بن بكري في تصريح لـ«المغرب»، فقد تمّ سماع المتضررة في مناسبتين، كما تمّ إلقاء القبض على عنصرين اثنين آخرين يشتبه في تورطهما في واقعة الحال. وأوضح بن بكري أنّه تمّ إخضاع المتضررة الى اختبارين طبيين، الّا أنّ نتيجتهما جاءت مختلفة ومتناقضة خاصة فيما يتعلق بالاعتداء الجنسي على الفتاة، الأمر الذي استوجب إجراء اختبار ثالث على المتضررة للثبوت من مدى تعرضها الى الاعتداء الجنسي، علما وان الاختبارين اثبتا تعرض المتضررة الى الاعتداء المادي. كما ان احد التقارير الطب الشرعي قد اكد تعرض المتضررة الى الاغتصاب لمدة ثلاثة ايام متتالية من قبل اكثر من 5 أشخاص. وتجدر الإشارة في هذا الاطار الى ان النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بباجة قد اذنت مؤخرا بالاحتفاظ بشخصين اخرين للاشتباه في تورطهم في واقعة اختطاف الفتاة، ليصل بذلك عدد الإيقافات الى 6 أشخاص وفق مصدرنا من بينهم عون أمن وفتاة علما وان بعض المظنون فيهم تربطهم علاقة قرابة. هذا وأكد مصدرنا أنّ أسباب الإقدام على ارتكاب الجريمة ما تزال خفية في انتظار ان يتم الكشف عنها في غضون الايام القليلة المقبلة. وقائع قضية الحال تعود اطوارها الى الليلة الفاصلة بين الجمعة والسبت الفارطين، حيث تم اقتحام احد المنازل بإحدى المناطق الريفية التابعة الى معتمدية قبلاط من ولاية باجة. وقد تم الاعتداء بالعنف الشديد على الجدة والام واختطاف الفتاة التي لم تتجاوز الـ15 سنة من عمرها بالقوة وفق ما ورد بالأبحاث الاولية. وقد تم العثور على الفتاة المتضررة عشية الاثنين الفارط الموافق لـ27 أوت الجاري، بأحد الأودية بجبل الريحان بمعتمدية قبلاط، وهي في حالة صحية ونفسية حرجة. وبسماعها من قبل الوحدات الأمنية تبين ان المتضررة قد تعرفت على عدد من المظنون فيهم، فتم إلقاء القبض عليهم. من جهة اخرى فقد تمّ ايداع كلّ من الأم التي تعاني من ارتجاج في المخ وهي ماتزال بحالة صحية حرجة، والجدة البالغة من العمر 80 سنة وقد فارقت الحياة متأثرة بإصابتها بالمستشفى وكانت وزيرة المرأة والاسرة والطفولة وكبار السن نزيهة العبيدي، بتكليف من رئيس الحكومة يوسف الشاهد، قد قامت يوم 28 اوت الجاري بزيارة منزل العائلة المتضررة بمنطقة الجرايدية بعمادة بئر العش بمعتمدية قبلاط. ونظرا لفقدانها السند، تقرر ايواء الفتاة المتضررة بإحدى مؤسسات رعاية الطفولة بعد خروجها من المستشفى.

نواات

31-08-2018

[nawaat](http://nawaat.com)

حوار مع صلاح الدين الجورشي حول الجدل السياسي والمجتمعي حول تقرير لجنة الحريات

صلاح الدين الجورشي: «المنخب الدينية ضعيفة فكريا، ولكنها استغلت أخطاء الآخرين»

لم ينته الجدل السياسي والمجتمعي حول تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة، وما زال ينتظم على وقع التجييش

	<p>والاصطفاف والشيطنة والتوظيف السياسي المتبادل. في هذا السياق كان لنواة حوار مع صلاح الدين الجورشي، عضو لجنة الحريات الفردية والمساواة والباحث في الفكر الإسلامي، حول جملة من المحاور من بينها موقف حركة النهضة من التقرير، إضافة إلى الجدل المطروح حول القوانين الوضعية وعلاقتها بالتشريع الإسلامي، والدور الذي لعبته النخب السياسية والفكرية طيلة فترات الصراع.</p>
 <p>31-08-2018 shemsfm</p>	<p>فتح تحقيق في شبهة تعذيب بالسجن المدني بالمهدية</p> <p>أذن الوكيل العام لدى محكمة الاستئناف بالمنستير لوكيل الجمهورية بالمهدية بفتح بحث تحقيقي اليوم الجمعة 31 أوت 2018 في شبهة تعذيب داخل السجن المدني بالمهدية. وأفاد الناطق باسم قضاء محاكم المنستير فريد بن جحا، أنه تم فتح التحقيق للتأكد من وجود التعذيب من عدمه ولضمان حقوق جميع الأطراف بما فيها إطارات وأعوان السجن المدني بالمهدية في صورة عدم ثبوت هذه التهمة. وكانت شبكة التواصل الاجتماعي الفيسبوك تداولت تدوينات حول وجود تعذيب بالسجن المدني بالمهدية حسب ذات المصدر.</p>
 <p>31-08-2018 mosaiquefm</p>	<p>الاحتفال لأول مرة في تونس بيوم العلم للمساجين</p> <p>قال وزير العدل غازي الجريبي في تصريح لموزاييك بسجن المرناقية إن الاحتفال لأول مرة في تونس بيوم العلم للمساجين و أبنائهم يؤكد سعي الدولة للإحاطة و العناية بأسر المساجين و بأبنائهم من جهة و حرصها على تأهيل و إعادة إدماج السجين في المجتمع من جهة أخرى .</p>

Le 30-08-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 29-08-2018 Rihab Boukhayatia huffpostmaghre b</p>	<p>Slim Laghmani: L'égalité dans l'héritage a fait oublier les libertés individuelles</p> <p>“Une marge de négociation” est possible avec Ennahdha, dit-il.</p> <p>Alors que les attaques ne faiblissent pas contre la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe), Slim Laghmani, membre de ladite commission, s'est montré plutôt optimiste sur les ondes de Shems Fm, sur la suite à donner au rapport.</p> <p>“Une marge de négociation” possible avec Ennahdha</p> <p>Interrogé sur la position ferme d'Ennahdha contre l'égalité dans l'héritage, le juriste évoque “une marge de négociation” possible avec ce parti.</p> <p>Si Ennahdha a exprimé son rejet de l'égalité dans l'héritage, il ne s'est pas prononcé concernant la deuxième proposition de la Colibe à ce sujet instaurant l'égalité par défaut, tout en permettant à ceux qui sont attachés à l'inégalité de faire exception à la règle, a-t-il analysé.</p> <p>Cette deuxième option, qui figure dans le rapport de la Colibe, est celle qui a été retenue par le président de la République Béji Caid Essebsi.</p>

Alors qu'Ennahdha s'est dit antagoniste à "tout projet contre à la Constitution et les textes catégoriques du Coran", Slim Laghmani y voit un jugement de valeur. Pour le croyant musulman, le Coran est au-dessus de la Constitution, mais c'est la Constitution qui est la règle suprême pour régir la vie commune. C'est la loi profane qui est appliquée par les juges, a-t-il expliqué.

Sur l'éternel débat sur l'interprétation de l'article premier de la Constitution disposant que "la Tunisie est un État libre, indépendant et souverain, l'Islam est sa religion, l'arabe sa langue et la République son régime", Slim Laghmani a analysé cet article à l'aune de l'article 2 de la Constitution qui parle d'un État civil basé sur la citoyenneté, la volonté du peuple et la primauté du droit.

Si l'interprétation d'Ennahdha comme celle du président de la République penche vers le fait que la Tunisie est un État civil pour un peuple musulman, considérant que tout le peuple tunisien est musulman, il ne faut oublier l'article 6 de la Constitution qui préserve la liberté de croyance et de conscience, a-t-il martelé.

Et d'ajouter que les propositions de la Colibe sur l'héritage vont dans le sens de cette interprétation puisqu'elles permettent à ceux attachés à l'orthodoxie religieuse de déroger à l'égalité, tout en érigeant cette dernière comme la règle.




Interrogé sur les critiques du secrétaire général de l'UGTT, Noureddine Taboubi concernant la Colibe, Laghmani s'est demandé si la position de Taboubi est personnelle ou si elle représente la centrale syndicale. Pour lui, Taboubi aurait pu faire connaître ses réserves concernant la composition de la Colibe quand celle-ci avait sollicité sa rencontre lors de la préparation du rapport au lieu de refuser cette entrevue.

L'égalité dans l'héritage a fait oublier les libertés individuelles

Tout en considérant que la question de l'égalité dans l'héritage comme importante, Laghmani a déploré le relégation au second plan des libertés individuelles, en rappelant la nécessité d'adopter un code des libertés individuelles en Tunisie. "Les libertés individuelles touchent à nos choix culturels, juridiques et démocratiques", a-t-il affirmé, en relevant l'ouverture d'Ennahdha sur le débat autour de ces questions.

Tout en dénonçant la tournure violente des positions rejetant le rapport de la Colibe, il estime que les querelles entre les partisans et les opposants du rapport sont salutaires afin de briser les non-dits et poser les jalons d'un débat sociétal sur ces questions.

Slim Laghmani conclut par une note optimiste: pour lui rien n'est certain autour de la concrétisation du rapport de la Colibe mais rien n'est impossible non plus.

 <p>30-08-2018</p> <p>S.H</p> <p>businessnews</p>	<p>Le coup de gueule de Bochra Belhaj Hmida !</p> <p>La présidente de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe), Bochra Belhaj Hmida a adressé « un dernier message » aux personnes « sans scrupules, dénuées de tout sens humain qui ont exploité le viol de la famille de Goubellat pour des règlements de comptes politiques et personnels ». « C'est un dernier message, non par crainte, mais parce que vous êtes incapables d'argumenter et de mener un débat calme qui permet aux Tunisiens de cerner le contenu du rapport et les avantages qu'il présente. Vous avez menti, truqué des vidéos sous prétexte de défendre l'islam, et maintenant vous tentez de récupérer le drame de cette famille pour des fins personnelles et politiques », indique Bochra Belhaj Hmida dans un statut Facebook publié ce soir. Elle a, également, tenu à rappeler que la loi de la lutte contre la violence faite aux femmes doit être bien appliquée et expliquée, dans la mesure où elle contient plusieurs dispositions permettant de défendre les femmes et de les assister. « Je tiens à préciser, toutefois, aux adeptes du mensonge et des contre-vérités que l'amende que j'ai défendue au parlement concerne le harcèlement dans la voie publique, et n'a rien à voir avec les crimes de viol. Vos campagnes et votre harcèlement ne feront que renforcer notre engagement et notre détermination à œuvrer pour plus liberté et plus d'égalité entre citoyens et citoyennes sans la moindre discrimination ».</p>
 <p>29-08-2018</p> <p>B.H</p> <p>realites</p>	<p>Arrestation d'un magistrat pour atteinte à autrui</p> <p>Dans un post publié sur sa page Facebook, l'ex-syndicaliste sécuritaire Walid Zarrouk et activiste à Mourakiboun, a annoncé l'arrestation d'un magistrat dans la soirée du mardi 28 août 2018 sur fond de ses publications sur le réseau social Facebook. L'ex-syndicaliste a précisé que le juge qui répond au nom de Mekki Bennamar a été conduit de Tunis jusqu'à Gafsa où le procureur de la République a ordonné son arrestation. Il est actuellement détenu dans la prison civile de Gafsa. L'ex-sécuritaire a ajouté que le juge qui bénéficie pourtant de l'immunité, a subi de la part des sécuritaires qui l'ont arrêté, un traitement abusif étant donné qu'il est issu d'une classe sociale démunie. Il s'est dans ce contexte demandé quant au silence adopté par l'Association des Magistrats Tunisiens, le syndicat ainsi que le conseil supérieur de la magistrature. Selon les information dont nous disposons, le magistrat en question a été arrêté alors qu'il se trouvait dans l'un des hôtels de Tunis. Il aurait été en état d'ivresse. Il fait l'objet de plusieurs chefs d'accusation dont notamment l'atteinte à autrui à travers les réseaux sociaux. Il est également à noter que le juge en question est connu pour ses publications hostiles aux sécuritaires. Il avait également accusé de corruption le président de l'instance nationale de lutte contre la corruption Chawki Tabib.</p>
 <p>30-08-2018</p> <p>mosaïquefm</p>	<p>'Khalti Mbarka' en tête des voix de Semmama à Bruxelles</p> <p>Les voix de Semmama sont un groupe musical qui présenteront un spectacle créé par Adnen</p>

Helali dans le cadre du festival des Inattendues de Tournai en Belgique. Ils donneront, en effet, un concert intitulé "Quand les montagnes chantent" ce jeudi au complexe culturel de Lessines à partir de 19h et dimanche 2 septembre à la place de l'Evêché Tournai à 20h. 'Khalti' Mbarka, une bergère âgée, sera l'ambassadrice des bergers de Semmana à Bruxelles qui ont choisi de lutter contre le terrorisme à travers l'art de la chanson. Elle a pris l'avion en compagnie de la troupe aujourd'hui à 8h30, en business class.

مقالات باللغة العربية

اتهمتها بارتكاب تجاوزات: نقابة التلغراف الخاصة تقاضي «كاكتوس برود»

علمت «الشروق» ان نقابة التلغراف الخاصة في شخص ممثلها القانوني تقدمت بشكاية جزائية لدى وكالة الجمهورية بمحكمة تونس الابتدائية عن طريق محامها الاستاذ الطيب بالصادق ضد شركة «كاكتوس برود» في شخص ممثلها (المتصرفة القضائية) وضد مراقب حسابات شركة «كاكتوس برود» وضد شركة

V.PRODUCTION في شخص ممثلها القانوني (المستغلة لقناة التاسعة) وكل من سيكشف عنه البحث.

وطالب محامي الشكاية بفتح بحث في الموضوع وإحالة الضد وكل من سيكشف عنه البحث على المحكمة المختصة لينالوا جزاءهم طبق القانون.

وجاء بعريضة الدعوى ان نقابة التلغراف الخاصة رأت أن من واجبها إشعار الجهة القضائية بما يجري داخل أسوار شركة «كاكتوس برود» المشتكى بها الأولى من تجاوزات قائمة على المحاباة وسوء التصرف دون احترام مقتضيات القانون وخاصة إجراء الجلسات العامة وتقديم القوائم المالية للشركة وحيث عمدت المتصرفة القضائية وفق نص الشكاية مؤخرا لإقامة شراكة مع المشتكى بها الثانية شركة V.PRODUCTION دون احترام قانون الصفقات العمومية باعتبار الشركة مملوكة للدولة بنسبة 51% بحكم مصادرة ممتلكات المدعو بلحسن الطرابلسي بمقتضى المرسوم 68 لسنة 2011 وتكون بذلك المتصرفة القضائية بصفتها وكالة الشركة قد خالفت مقتضيات مجلة الشركات وتحديدا الفصول التالية:

« الفصل 146 الذي ينص على انه « يعاقب بالسجن من عام واحد إلى خمسة أعوام وبخطية من خمسمائة إلى خمسة آلاف دينار

- شركاء الشركة ذات المسؤولية المحدودة الذين يتولون عمدا، بعقد التأسيس، القيام بتصريح خاطئ كما هو الشأن في حالة ترفيع في رأس المال

- والأشخاص الذين يتولون عمدا وعن سوء نية تفويض حصص عينية بأكثر من قيمتها الحقيقية

وكلاء الشركة الذين يتولون عمدا في غياب كل توزيع لما بقي من الأرباح تقديم حسابات سنوية للشركاء لا تعكس الحالة الفعلية للشركة، أو يستعملون عن سوء نية أموال الشركة أو سمعتها، وهم يعلمون أن ذلك مخالف لمصلحتها، في مآرب شخصية أو لمحاباة شركة أو مؤسسة أخرى كان لهم فيها نفع مباشر أو غير مباشر، أو يستعملون سلطات كانوا يملكونها أو أصواتا كانت على ذمتهم وكانوا يعلمون أنها مخالفة لمصالح الشركة أو كانت لمآرب شخصية أو لمحاباة شركة أو مؤسسة أخرى كانت لهم فيها مصلحة مباشرة أو غير مباشرة» والفصل 51 الذي ينص على انه «يعاقب بالسجن من عام واحد إلى ثلاثة أعوام وبخطية من ثلاثمائة إلى ثلاثة آلاف دينار المصفي الذي يستعمل عمدا أموال الشركة التي هي في حالة تصفية أو يستغل سمعتها فيما هو مخالف لمصلحتها لغايات شخصية، أو قصد محاباة مؤسسة أو شركة يهّمه أمرها سواء مباشرة أو بصفة غير مباشرة أو بواسطة شخص متداخل»



30-08-2018

ايمان بن عزيزة

[alchourouk](http://alchourouk.com)

والفصل 52 الذي ينص على انه « يعاقب بالسجن من شهر إلى عامين وبخطية من ثلاثمائة إلى ثلاثة آلاف دينار المصفي الذي يحيل كل أصول الشركة التي في حالة تصفية أو بعضها مخالفاً بذلك الفصلين 34 و35 من هذه المجلة»

وأوضح المحامي بالصادق ان المشتكى به الثاني في شكايته الحال قصر بعدم إعلامه النيابة العمومية بتلك التجاوزات وفق مقتضيات الفصل 271 : الذي ينص على « يعاقب بالسجن من عام واحد إلى خمسة أعوام وبخطية من ألف ومائتين إلى خمسة آلاف دينار أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط كل مراقب حسابات يتعمد إعطاء أو تأييد معلومات كاذبة عن حالة الشركة أو لم يعلم وكيل الجمهورية بالجرائم التي بلغ له العلم بها وتنتطبق على المراقبين أحكام القانون الجنائي المتعلقة بإفشاء السر المهني » واعتبر ان الضد الثانية وكل من سيكشف عنه البحث مشارك ومستفيد من التجاوزات المذكورة".

لذا طالب محامي الشاكية بفتح بحث في الموضوع وإحالة المشتكى بهم وكل من سيكشف عنه البحث على المحكمة المختصة.

nawaat

30-08-2018

ريم بن رجب

[nawaat](http://nawaat.net)

أشباح السياسة الذين أعادهم تقرير لجنة الحريات إلى الواجهة

ما زال مضمون تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة محلّ جدل واسع بين مختلف القوى السياسيّة والمدنيّة في البلاد، فقد أصدرت حركة النهضة موقفها الرسميّ منه في بيان لمجلس شوراها أقرّ "تمسّكه بنظام المواريث كما ورد في النصوص القطعيّة في القرآن والسنة وعبرت عنه مجلّة الأحوال الشخصيّة". لم ينته الأمر عند هذا الحدّ فتقرير لجنة الحريات صار ورقة رابحة عند بعض السياسيّين، الذين كانوا غائبين عن الساحة، تمهيدا للانتخابات الرئاسيّة القادمة. حمّادي الجبالي، الهاشمي الحامدي والمنصف المرزوقي، أشباح عادوا إلى الواجهة مُستغلّين الأوضاع المشحونة وعداويّة الناس المُعلنة لكلّ فكر نقديّ كي يقولوا كلمتهم ويبدووا حملتهم الانتخابيّة مبكّرا.

منذ أن أعلن حمّادي الجبالي استقالته من رئاسة الحكومة سنة 2013 إثر اغتيال شكري بلعيد متعلّلا آنذاك "بفشله في تشكيل حكومة تكنوقراط قادرة على إخراج البلاد من أزمتها"، ظلّ غائبا عن الساحة السياسيّة، وحتّى استقالته من الأمانة العامّة لحركة النهضة ظلّت غامضة ولم يوضح تفاصيلها إذ اكتفى بالتأكيد على أنّ قراره نهائيّ وأن أسبابه ذاتيّة وموضوعيّة. انسحب الرجل من معترك الحياة السياسيّة لسنوات ظلّ خلالها يتصيّد الفرصة المناسبة للعودة مجدّدا واختبار شعبيّته تمهيدا للانتخابات الرئاسيّة المقبلة والتي أعلن عن نيّته الترشّح لها منذ جانفي 2018. مثّل تاريخ نشر تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة في 12 جوان 2018 التوقيت الأمثل بالنسبة إلى حمّادي الجبالي كي يبدأ حملته الانتخابية المبكرة، حيث أصدر بيانا على صفحته الرسمية وصف فيه التقرير بأنّه "مشروع مُفسد للمجتمع ويعدّ انقلابا على الدستور وفيه مخالفة صريحة لفصوله". ومن الفصول التي ذكرها الجبالي لتقوية عود حجّته الفصل الأوّل من الدستور والذي يُقرّ بأنّ تونس "دولة حرّة مستقلّة، ذات سيادة، الإسلام دينها، والعربية لغتها، والجمهورية نظامها".

كثيرا ما يلجأ مناهضو التقرير لهذا الفصل من الدستور لتبرير موقفهم الرافض للحريات وإعطائه صبغة قانونيّة وذلك بالتركيز على العبارة الغامضة والفضفاضة "والإسلام دينها". لم يكتف حمّادي الجبالي بمساندة "الأصوات الحرّة والشجاعة التي تسعى إلى... الدفاع على هوية الشعب التونسي العربية الاسلامية" وربط التقرير "بأجندات وإملاءات خارجية" بل أعلن مساندته لرئيس بلدية الكرم فتحي العيوني الذي أعلن خلال ندوة صحفية نظمتها التنسيق الوطنية للدفاع عن القرآن والدستور والتنمية العادلة، أنه أعطى تعليماته في الدائرة البلدية التي يرأسها بالأ يتم كتابة رسم صداق بين تونسية وشخص غي مسلم، داعيا أعضاء البرلمان إلى "تفعيل الفصل 88 من الدستور القاضي بعزل رئيس الجمهورية لأنه خالف شرع الله في مبادرته المتعلقة بالمساواة في الميراث". أثار بيان حمّادي الجبالي الجدل، حيث ردّ عليه الناطق الرسمي باسم الجبهة الشعبيّة حمّة الهمامي في مقال نشره بجريدة المغرب تحت عنوان "كفى دجلا على الشعب".

حمّادي الجبالي ليس المارد الوحيد الذي خرج من قممه بعد نشر تقرير لجنة الحريات الفردية والمساواة، فالهاشمي الحامدي كان صريحا في دعوة التونسيين إلى انتخابه رئيسا للجمهورية بسبب "اللجنة الفاشية المتحرّشة بثوابت الدين"، واعداء، في حوار له بـ"الحكم على الطريقة الأوروبية والبريطانية التي تحفظ كرامة المواطنين وتحترم معتقداتهم". يبدو الهاشمي الحامدي واثقا من فوزه في الانتخابات الرئاسية لسنة 2019 على اعتبار أنّ الحكومة الحالية "تجّرات على أحكام الشرع وكتاب الله"، بل وأكد ذلك بقوله "سيصل لأول مرة إلى قصر قرطاج شخص من سيدي بوزيد وستكون هناك حكومة بأغلبية من نواب تيار المحبة". بدأ الهاشمي الحامدي بالتجيش ضدّ التقرير الذي "اعتبره مؤامرة من عصابة بشرى على الإسلام" منذ نشره في جوان الماضي، حيث أصدر حزبه تيار المحبة رسالة مفتوحة إلى التونسيين تحت عنوان "تونس تسير قطعا في الطريق الخاطئ، حان وقت التغيير" جاء فيها ما يلي "أريد أن يكون في تونس رئيس يحترم ثوابت الدين ويعتزّ بهويتنا الإسلامية وبلغتنا العربية رئيس لا يكرّر فعلة الباجي وبشرى وينحاز للفقراء والمستضعفين"،

هذا الرئيس هو طبعا الهاشمي الحامدي الذي يعرف جيّدا كيف يوظّف الدين في حملته المبكرة. لم يقف الحامدي عند هذا الحدّ بل قام بمجموعة من الزيارات الميدانية إلى عدد من المناطق الداخلية مثل حي البحري بصفاقس ومعتمدية الحنشة التابعة أيضا لولاية صفاقس ومنزل بوزيان وجدليان بالقصرين وقفصة لإقناع ناخبيه المرتقبين بأنّه الحارس الذي سيحافظ على ثوابت الدين وعلى الهوية العربية الإسلامية قائلا: "إذا كنتم مقتنعين بأن البلاد تسير في الاتجاه الخطأ، ووضعها العام اليوم لا يسر، وأن مبادرة الباجي لتغيير أحكام الميراث بخلاف أحكام الشرع عدوان على الدستور والهوية الإسلامية لتونس، وأن حزبي النداء والنهضة يستحقان العقاب في الانتخابات الرئاسية والتشريعية المقبلة إن شاء الله، وأن التغيير ضرورة ومصلحة وطنية مؤكدة، فإننا وإياكم نبث على موجة واحدة وتجمعنا رؤية واحدة". لم يترك الهاشمي الحامدي حجة إلا وقالها ولم يفوت فرصة إلا وتحدّث فيها عن التقرير فحتم في بيان حزبه عن أزمة المتقاعدين الأخيرة حشر فيه موقفه من الحريات الفردية ودفاعه المستميت عن ثوابت الدين. دفع الحامدي بخطابه الشعبي إلى الأقصى بمطالبته في اجتماع عام بقفصة في 29 أوت بمقاطعة المشروبات الكحولية المحرّمة شرعا ومازال يتنقل بين الجهات ليحقّق نبوءة فوزه في الانتخابات الرئاسية المقبلة.

"المرزوقي يشمّر عن سواعده" لتصحيح مسار الثورة

غير بعيد عن خطاب الهاشمي الحامدي الذي يراهن على التجيش العاطفي، خرج المنصف المرزوقي عن صمته بعد خطاب الباجي قائد السبسي في 13 أوت، حيث كتب تدوينة على صفحته الرسمية بموقع فايسبوك عنوانها بـ"طبّها فعماها"، أكد فيها إدانته التامة للخطاب ولتقرير لجنة الحريات "ليس لأنه مخالف للدستور فقط"، على حدّ قوله بل لأنه "ينفّر جزءا كبيرا من شعبنا من الحداثة الحقيقية المتمثلة في قيم الديمقراطية والإعلان العالمي لحقوق الإنسان". واعتبر المرزوقي في نفس التدوينة أنّ التقرير هدفة "إلهاء الناس عن حاضر بانس ومستقبل مظلم"، وأنّ "هذه الحماسة أنتجت سريعا جماعة 11 و13 أوت ولا أحد يدري كيف ستتطور وتكبر القطيعة". بدأ المنصف المرزوقي بالتمهيد للانتخابات الرئاسية المقبلة على مهل وقد استغلّ تقرير لجنة الحريات الذي أصبح من المسائل الخلافية الكبرى اليوم لجس نبض الشارع التونسي بعد أن كان اهتمامه موجّها في الفترة الأخيرة إلى الأوضاع السياسية والحقوقية في مصر والسعودية.

وسبق أن صرّح المرزوقي في حوار مع صحيفة "ميتر" الفرنسية بأنّه يطمح للعودة إلى قصر قرطاج لإتمام مهمته لأنّ "الثورة لم تواصل مسارها الصحيح". سيكون حراك تونس الإرادة الحزب الذي أسّسه المرزوقي "حاضرا بقوة" في الاستحقاقات التشريعية والرئاسية لسنة 2019 والتي قال بأنّها ستكون "إمّا بداية للديمقراطية وإمّا نهايتها" وبداية الديمقراطية لن تكون إلا مع المنصف المرزوقي، الحقوقي الرافض لمبادرة المساواة في الميراث. وقد أصدر حزبه بيانا في 17 أوت 2018 مشحونا بالرسائل التي تدعو إلى توجيه الجدل نحو الأزمة الاقتصادية والسياسية المتعمّقة في البلاد عوض

الاهتمام بالحريات المكفولة أصلا في الدستور، محملا المسؤولية لنظام الحكم وعلى رأسه رئيس الجمهورية "الذي أصبح طرفا في تقسيم الشعب بطرحه موضوعا اجتماعيا حساسا لا يحظى بوقاف مجتمعي واسع بشكل سطحي وأحادي يخصص مسائل كبرى تتعلق بالهوية وبالحرية وجعل هذه المشاكل المفتعلة فرصة لإلهاء المواطنين والطبقة السياسية عن المشاكل الحقيقية التي فشل في حلها رغم وعوده المتعددة والحال أنها مسائل يجب الخوض فيها بكل مسؤولية واحترام لكافة الفئات الاجتماعية". عاد الرئيس السابق مُشمرا عن سواعده ليدخل مجددا إلى قصر قرطاج وهو الذي خرج من بابه الصغير بعد تحالفه مع حركة النهضة واستغلال خزّانها الانتخابي.



30-08-2018

shemsfm

مدنين: مركز إيواء المهاجرين يستقبل 14 شخصا من جنسيات مختلفة

استقبل مساء أمس الخميس 30 أوت 2018 مركز إيواء المهاجرين بمدنين الراجع بالنظر للهِلال الأحمر التونسي بالجهة، 12 امرأة من الكامرون وكوت ديفوار ورجلين من كوت ديفوار تم إيقافهم من قبل المصالح الأمنية بعدما أن حاولوا القيام برحلة غير شرعية نحو السواحل الايطالية انطلاقا من سواحل ولاية صفاقس. وأفاد رئيس الهلال الأحمر التونسي بمدنين الدكتور المنجي سليم لمراسل شمس أف أم بولاية مدنين، أنه سيتم التنسيق مع باقي المنظمات الإنسانية ذات العلاقة للنظر في وضعيتهم حسب الإجراءات القانونية المعمول بها في مثل هذه الحالات.



30-08-2018

mosaiquefm

الجورشي: رئاسة الجمهورية تستشير أساتذة الزيتونة حول تقرير الحريات

كشف عضو لجنة الحريات الفردية والمساواة صلاح الدين الجورشي في تصريح لموزاييك اليوم الخميس 30 أوت 2018 وجود مشاورات تجريها رئاسة الجمهورية مع أساتذة من جامعة الزيتونة من أجل أخذ آراءهم حول تقرير لجنة الحريات. وأوضح أنّ الغاية من هذه المشاورات، التوصل إلى مشروع قانون في صيغة توافقية يحد من الاعتراضات، على حد تعبيره، يقدم لاحقا إلى البرلمان، وذلك على هامش لقاء حوارى نظمه مركز الإسلام والديمقراطية حول 'كيف يكون الاجتهاد في التشريع الإسلامي في موضوع الميراث' وفق مبعوث موزاييك خليل العماري.

Le 29-08-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>29-08-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p>huffpostmaghre b</p>	<p>L'activiste saoudienne Israa al-Ghomghan risque la peine de mort: Des Organisations tunisiennes et internationales se mobilisent</p> <p>Mobilisation tunisienne et internationale pour sauver Israa al-Ghomghan ainsi que 4 autres militants.</p> <p>La militante en faveur des droits des femmes et des minorités chiites en Arabie Saoudite, Israa al-Ghomghan, risque de devenir la première femme du royaume wahhabite à être exécutée pour ses engagements, alerte Amnesty International.</p> <p>Amnesty Suisse</p> <p>✓</p>

@Amnesty_Suisse

L'#ArabieSaoudite réclame la peine de mort pour cinq militants des droits humains. Israa al-Ghomgham pourrait être la première #femme à être exécutée uniquement pour avoir participé à des manifestations.

amnestypress



@amnestypress

.@amnesty response to #SaudiArabia 's plan to execute female activist:

"Sentencing Israa al-Ghomgham to death would send a horrifying message that other activists could be targeted in the same way for their peaceful protest and human rights activism." <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/08/saudi-arabia-appalling-plan-to-execute-female-activist-must-be-stopped/> ...

08:39 - 23 août 2018

16

46 personnes parlent à ce sujet

Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité

En Arabie Saoudite où la peine de mort est toujours en vigueur, le parquet a condamné cinq militants des droits humains à la peine capitale, dont Israa al-Ghomghan qui a suivi les manifestations de la minorité chiite en 2011 dans l'est du pays riche en pétrole.

“Toute exécution est effroyable mais demander la peine de mort pour des militants comme Israa al-Ghomgham qui ne sont même pas accusés de comportement violent est monstrueux”, a déploré la directrice de HRW pour le Moyen-Orient, Sarah Leah Whitson.

En Tunisie, huit organisations (Beity, ATFD, LTDH, FTDES, SNJT, le comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie, l'association tunisienne pour l'éveil démocratique) ont publié un communiqué commun, mercredi, afin de dénoncer le jugement à l'encontre des cinq activistes saoudiens et le silence complice de la communauté internationale face aux exactions des l'État saoudien, excepté le Canada en conflit avec l'Arabie Saoudite pour avoir relevé les répressions contre des activistes dans ce pays.

Les ONG signataires ont fustigé “la campagne sans précédent” visant tous les militants des droits humains en Arabie Saoudite, et qui est camouflée par des “mesures soi-disant libérales, qui ne cachent pas le caractère sanguinaire du régime”.

Au final, les organisations tunisiennes appellent l'État tunisien, les organes de l'ONU et les autres États qui se disent démocratiques d'intervenir afin d'arrêter l'exécution des cinq activistes. En 2017, l'Arabie Saoudite a procédé à 146 exécutions, selon Amnesty international.



Slim Laghmani : On peut encore négocier avec Ennahdha autour de l'égalité successorale

29-08-2018

B.L

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Lors de son passage à la matinale de Shems FM ce mercredi 29 août 2018, l'expert en droit constitutionnel et membre de la Commission pour les libertés et l'égalité (Colibe), Slim Laghmani, a donné sa lecture de la position du conseil de la Choura d'Ennahdha vis-à-vis du principe de l'égalité successorale mentionné dans le rapport de la Colibe. Pour M. Laghmani, Ennahdha refuse catégoriquement une égalité totale et absolue dans l'héritage mais ne s'oppose pas à amender le principe de l'égalité. Cependant, ce principe n'est pas stipulé dans le rapport. Il prône plutôt une égalité par défaut, s'il n'y a pas recours au référentiel religieux, ce qui assure une marge de négociations avec le mouvement islamiste. « Nous sommes dans un Etat civil régi que par la loi et la Constitution, pour un peuple musulman. La législation doit prendre en considération que la majorité est musulmane et qu'il existe une minorité non musulmane dont les droits et les libertés sont protégés par la Constitution. Le rapport de la Colibe a su concilier entre le respect de la majorité et la protection de la minorité. L'égalité successorale est, de ce fait, la base mais l'héritier est libre de renoncer à ce principe s'il a un référentiel religieux islamique », précise Slim Laghmani. Pour rappel, les déclarations du président du Conseil de la Choura d'Ennahdha ont montré les divergences d'opinion vis-à-vis du rapport de la Colibe en général et le principe de l'égalité en particulier. Abdelkarim Harouni avait, en effet, affirmé dimanche 26 août 2018, qu'Ennahdha qui émettait des réserves sur certains points du rapport, est contre ses dispositions. Il a, de ce fait, affirmé que le parti s'oppose à tout projet qui ne se conforme pas au texte religieux et aux principes immuables de l'Islam.



Une première en Tunisie: Une femme célibataire adopte une petite fille

29-08-2018

I. B.A

[realites](http://realites.com.tn)

Un juge du tribunal cantonal de Tunis a émis un jugement considéré comme étant une première en Tunisie. En effet, ce dernier a permis à une femme célibataire, pas mariée, ni divorcée ou veuve de pouvoir adopter une petite fille. Dans son jugement, le juge s'est appuyé sur l'esprit de la loi, la finalité du législateur mais surtout sur l'intérêt de l'enfant, sachant que la petite fille adoptée souffre d'un handicap. Elle a été amputée d'une jambe, chose qui a fait qu'elle ne reçoit aucune demande d'adoption sauf celle de cette femme célibataire. Ce jugement représente une jurisprudence, première en son genre en Tunisie et probablement dans le monde arabe. Il faut savoir que selon la législation tunisienne et selon l'article 27 de la loi de 1958, les conditions d'adoption sont : celui qui adopte doit être majeur, éligible, marié,

divorcé ou bien veuf. L'adopté lui doit être mineur et moins âgé que celui qui l'adopte d'un minimum 15 ans le jour de la sentence.

مقالات باللغة العربية



28-08-2017

[alchourouk](http://alchourouk.com)

في حادثة الاعتداء على يهودي بالعاصمة: "فورزا تونس" تدعو النيابة العمومية الى التحرك

أدانت جمعية فورزا تونس ما اعتبرته "الاعتداء الخطير" الذي تعرض له المواطن التونسي اليهودي الياف كوهين البالغ من العمر 20 سنة في منطقة لافايات يوم الاثنين 20 أوت 2018 حوالي الساعة الثامنة ليلا حيث وقع ضربه وشمته والتوعد بقتله وحرقة منتهمين اياه بالصهيونية والجوسسة حسب تصريحه وتصريح عائلته. ودعت جمعية فورزا تونس في بيان لها النيابة العمومية الى فتح تحقيق في الغرض ومعاقبة الجناة. كما دعت الحكومة الى اتخاذ كل التدابير من أجل منع حدوث مثل هذه الاعتداءات والى التصدي الى الحملات التحريضية ضد اليهود على المواقع الاجتماعية والتي بلغت ذروتها هذه الأيام ومعاقبة من يقف وراءها.



29-08-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

ماكرون: 'أنا أكبر خصم للأحزاب المناوئة للهجرة في أوروبا'

وصف الرئيس الفرنسي إيمانويل ماكرون نفسه اليوم الأربعاء 29 أوت 2018، بأنه أكبر خصم للأحزاب اليمينية المتطرفة والمناوئة للهجرة في أوروبا، وذلك ردا على انتقاد رئيس الوزراء المجري فيكتور أوربان ونائب رئيس الوزراء الإيطالي ماتيو سالفيني له. وانتقد أوربان وسالفيني الرئيس الفرنسي يوم أمس الثلاثاء، وقال إنها سيعملان معا قبل انتخابات برلمان الاتحاد الأوروبي المقررة في عام 2019 في مواجهة مجموعة من الدول المؤيدة للهجرة التي يقودها ماكرون. وردا على سؤال عن حديثهما، قال ماكرون 'من الواضح اليوم زيادة التضاد القوي بين القوميين والتقدميين ولن يجني القوميون ومؤيدو خطاب الكراهية من ورائي شيئا'. وأضاف في ندوة صحفية خلال زيارته للدنمارك 'لذا إذا أرادوا أن يعتبروني خصمهم الرئيسي فلهم الحق في ذلك!'



29-08-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm.com)

محمد القوماني : 'لم يعد هناك نص قرآني قطعي..!'

اعتبر الأستاذ في التفكير الإسلامي وعضو المكتب السياسي لحركة النهضة محمد القوماني في تصريح لموزاييك أن القول بقطعية النصوص القرآنية وجهة نظر تقليدية لا تتماشى مع وجهات النظر الجديدة في التأويل. وأضاف القوماني على هامش لقاء حوارى نظمه مركز الإسلام والديمقراطية حول 'كيف يكون الاجتهاد في التشريع الإسلامي في موضوع الميراث' أن مطلب المساواة بين الرجال والنساء مطلب مشروع بصفة عامة، قائلا 'لم يعد هناك نص قرآني قطعي.. ونص للذكر مثل حظ الأنثيين فيه قراءات جديدة لا تقول بالرؤية القديمة بأن الذكر له ضعف نصيب المرأة'. وقال القوماني 'أعتقد أن موضوع الموارد كجزء من الفقه الإسلامي قابل للنقاش والقول بوجود نصوص قطعية هو وجهة نظر لأن هناك قراءات أخرى تعتبر أن هذه النصوص غير قطعية ولديها تأويلات مختلفة في الموضوع.. إذا نحن أمام موضوع ليس مستحدثا لأنه سبق أن تناوله الطاهر الحداد وعدد من المفكرين الآخرين على غرار محمد شحرور وجمال البنه وغيرهم من المفكرين.. وسبق أن طرحوا وجهات نظر من داخل الفكر الإسلامي تدافع عن إمكانية مراجعة هذا الموروث. وسجل القوماني وجود ما اعتبره 'توترا غير مقبول' في رفض النقاش حول هذا الموضوع، معتبرا أن المساواة مسار متدرج بالإمكان إقرار النقاش حوله. وأضاف 'بالإمكان أن نخطو خطوات جزئية في هذا الإطار ولكن تحقيق مراجعة كاملة لمنظومة الموارد على أساس المساواة الكاملة وقته لم يحن بعد والقول بقطعية النصوص القرآنية هو وجهة نظر تقليدية لا تتماشى مع وجهات النظر الجديدة في التأويلية، لم يعد هناك نص قرآني قطعي والقول بقطعية النصوص لا يلغي مواصلة النقاش في مراجعة هذه المسائل..!'

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 28-08-2018</p> <p>Wafa Samoud</p> <p>huffpostmaghreb.com</p>	<p>La perception des Tunisiens envers la sécurité, la liberté et la gouvernance locale en Tunisie: Les chiffres à retenir</p> <p>La perception des citoyens envers la sécurité, la liberté et la gouvernance locale en Tunisie dévoilée au grand jour par l'INS</p> <p>L'institut national de la statistique (INS) vient de dévoiler son rapport portant sur la perception des Tunisiens envers la sécurité, la liberté et la gouvernance locale.</p> <p>Des chiffres accablants ont été mis à nu à travers cette enquête qui a englobé plus de 4500 familles tunisiennes.</p> <p>Ce travail faramineux couvrant l'année 2017 a, en effet, mis en exergue une évaluation globale de différents aspects de la vie quotidienne du tunisien dont notamment sa perception envers les services administratifs, le secteur éducatif et le secteur de la santé publique.</p> <p>Le volet portant sur la corruption a été, par ailleurs, placé sous les feux de projecteurs à travers cette enquête afin de percevoir l'évolution et l'impact de la stratégie gouvernementale et sa lutte contre ce fléau sur le terrain.</p> <p>Voici quelques chiffres à retenir.</p> <p>97% des Tunisiens n'exercent aucune activité politique, associative ou syndicale</p> <p>Selon ses statistiques, près de 97% des Tunisiens n'exercent aucune activité politique, syndicale ou associative contre 94,2% en 2014.</p> <p>Seulement 0,4% des citoyens ont affiché leur adhésion à des activités partisans. La majorité des activistes émanent du Grand Tunis, les région de l'Est et de Sud Ouest.</p> <p>13% des Tunisiens sont victimes de discrimination régionale</p> <p>60% des sondés ont avoué la présence de discrimination sous toutes ses formes que ce soit sexuelle, régionale ou même politique en Tunisie. 8 tunisiens sur 10 ont d'ailleurs noté que l'apparence de la personne constitue le critère principal de traitement entre les individus.</p> <p>L'enquête révèle d'autre part l'existence de discrimination régionale où 13% des interrogés disent avoir été victimes de ce genre de ségrégation.</p> <p>Par ailleurs, 2,6% des sondés estiment être victimes de racisme.</p> <p>54,4% des Tunisiens font confiance aux établissements de santé publique</p>

54,4% des personnes interrogées ont affirmé avoir confiance au secteur de la santé contre 50,5% en 2014.

Tandis que 47,8% des sondés ont exprimé leur mécontentement quant aux services offerts par les hôpitaux publics durant ces cinq dernières années notamment après la dégradation de services médicaux (63,7%), le manque du staff médical (52,6%) et les longues durées d'attente pour être opérés (43,7%).

69% des Tunisiens font confiance aux établissements éducatifs publics

Selon les résultats de cette enquête nationale, 68,9% des Tunisiens font encore confiance aux établissements éducatifs publics.

Moins de 30% des citoyens dont les enfants poursuivent leurs études dans des écoles primaires, collèges, lycées, instituts supérieurs et universités se sont dits insatisfaits des prestations fournies.

Pour les collèges et lycées, les parents pointent du doigt les cours particuliers (51,3%) et le non encadrement des élèves au cours des heures creuses (43,6%), le faible niveau pédagogique de certains enseignants (40%) et à un moindre degré l'absence des professeurs (29,2%).

Le faible niveau pédagogique de certains professeurs, le manque d'encadrement et le nombre élevé de grèves sont les principales faiblesses évoqués par les citoyens concernant l'enseignement supérieur. Parmi les autres raisons évoquées, l'incapacité de l'enfant de parcourir de longues distances pour arriver à l'école (30,2%).

67,5% des Tunisiens ont peur de terrorisme

L'enquête révèle que 67,5% des Tunisiens éprouvent le sentiment d'une menace terroriste, dont 70% d'entre eux sont de la région de Grand Tunis et le centre est du pays.

Alors que 91,1% des personnes interrogées ont affirmé se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent dans leur quartier au cours de la journée contre 78,8% durant la nuit.

De plus 89,9% des Tunisiens affirment se sentir en sécurité dans les lieux publics. 12% des femmes, quant à elles, estiment être en insécurité dans certains lieux publics comme les cafés, les supermarchés ou les stades.

74% des Tunisiens estiment que la corruption est le principal fléau du pays

63,3% des Tunisiens sont convaincus de la propagation de la corruption et de la malversation au niveau local dans la majorité des secteurs, soit une évolution de 13% par rapport à 2014.

D'après l'enquête, 74% des sondés estiment que la corruption est la plus grande menace qui

ronge le pays. Et selon eux, c'est le secteur de la santé qui accapare la part du lions (63%), suivi par le secteur de la sécurité (52%) et la douane (46,7%).



Les universitaires de la Zitouna : Le discours de Béji Caïd Essebsi est contre le Coran et la Constitution

28-08-2018

F.J

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

« L'université Zitouna refuse catégoriquement la proposition de Béji Caïd Essebsi du projet de loi concernant l'égalité de l'héritage », annoncent dans un communiqué publié mardi 28 août 2018, les enseignants de l'institution. Les professeurs de la Zitouna déclarent que le discours de BCE renie le texte religieux. Ils refusent également le fait que le président de la République affirme que l'Etat Tunisie n'a aucune relation avec la religion ni le Coran étant donné que c'est un état civil et que la question de l'héritage est d'ordre humain plus que religieux. Les universitaires, qui ont tenu une conférence le jour-même, affirment qu'il est nécessaire de préserver la référence islamique de la Tunisie déjà citée dans la Constitution et que la « civilité » ne doit jamais interférer avec l'identité musulmane du peuple. Ils ont par ailleurs insisté sur le fait que la question de l'héritage est claire dans le Coran en appuyant cela avec des versets coraniques. Les signataires ont aussi appelé à criminaliser toute violation des droits de la femme dans l'héritage, mais ce, en respectant ce qui a été cité dans le Coran.



L'UGTT refuse de rencontrer les membres de la COLIBE

28-08-2018

B.H

[realites](http://realites.com.tn)

Lors d'une interview accordée à l'hebdomadaire Acharaa Al magharibi, dans son édition de ce mardi 28 août 2018, le secrétaire général de l'Union Générale Tunisienne du Travail, Nouredine Taboubi, a indiqué que la centrale syndicale n'a pas voulu s'exprimer sur l'affaire du rapport de la commission des libertés individuelles et de l'égalité. « Ce n'est pas à nous, ni à personne, de donner à la femme ses droits. Le code du statut personnel lui garantit ses droits avec excellence. Quand je parle de la femme, je rappelle celle rurale qui prend dans ses mains le bidon d'eau et le bois. Je parle de celle qui prend les moyens de transport qui ne sont pas digne de ce nom, de celle qui ne bénéficie pas de son droit à la sécurité sociale, ni aux soins etc. » a-t-il affirmé. Nouredine Taboubi a ajouté que le rapport de la COLIBE était à l'origine de plusieurs altérations et comptait plusieurs anomalies et problématiques. Il a assuré que l'UGTT se penche actuellement sur le rapport en vue de l'étudier et présenter sa position définitive à son égard. Dans ce même contexte, le secrétaire général de la centrale syndicale a indiqué que l'UGTT avait refusé de rencontrer les membres de la commission après avoir constaté « des anomalies » au niveau de sa structure et membres. « D'une part, tout travail réussi doit être forcément équilibré. D'autre part, je pense, que sur le plan économique, il y a des gens qui sont spécialisés comme c'est le cas sur le plan religieux. La Tunisie compte plusieurs compétences. Tout projet doit être basé sur un dialogue calme et équilibré loin de tout autre type de calcul. » a-t-il lancé.

كيف ننتصر للحريات الفردية و المساواة ؟ أو قراءة في التقرير من منظور مغاير



28-08-2018

ماهر حنين

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية وجمعية نشار َ

احتل تقرير لجنة الحريات و المساواة و كما كان متوقعا منذ خروجه إلى الراي العام الموقع الأبرز في تداولات الفضاء العمومي و الإعلامي فقد تراجعت تدريجيا مع تصاعد الجدل الخلافي حول التقرير عدة قضايا إلى الموقع الثانوي رغم أنها شغلت الناس و لا تزال منها تعطل مسار إرساء الهيئات الدستورية محاولة الالتفاف على مسار العدالة الانتقالية و تمرير قانون المصالحة رغم كل معارضيهِ و نهاية حكومة الوحدة الوطنية و الخلاف بين القصرين قرطاج و القصة و الجفاء بين الشيخين و غلاء الاسعار و أزمة الماء و الدواء و استمرار الاحتجاجات الاجتماعية المتفرقة و المعزولة و الضعيفة السند و آثار نتائج الانتخابات البلدية على توازن المشهد السياسي بعد فوز المستقلين و خروج النهضة الرابع الأول في صفوف الأحزاب السياسية و التفكك الدراماتيكي للمشهد الحزبي الديمقراطي و نحن على عتبة انتخابات عامة بعد أشهر.

خلاصة مخاض هذا التقرير الحدث هي الظهور المتجدد لصراع تيارين اجتماعيين بارزين تيار شكّل حزاما داعما للتقرير وللجنة مثله «مؤتمر تونس للحريات و المساواة» و «عهد تونس للحريات» ثم مسيرة 13 أوت بشارع بورقيبة في حين عبّرت «التنسيقية الوطنية للدفاع عن القرآن و الدستور و التنمية العادلة» و مسيرة 11 أوت أمام مجلس نواب الشعب أبرز إطار هيكل التيار الأصولي و المحافظ الرفض، و مع ارتفاع منسوب الخطاب المحقق من جهة الراضين و عودة مقولة الأحكام الإلهية السرمدية و دولة الإسلام بما هو دين و دولة و عملية عين سلطنة الإرهابية عادت أشباح الصّدام الأهلي و مخاوف العنف تخيم بكلها على المناخ العام الخانق بطبعه منذ أشهر خلت.

و بالرغم من كل مظاهر التوتّر و القلق أمكن القول أن التّداول الذي انطلق صلب المجتمع المدني و المجتمع عموما يعد طبيعيا و ضروريا على غرار ما عرفته المجتمعات الديمقراطية في العصر الحديث من تجاذبات حادة بين تياراتها المحافظة و التحررية حول حقوق النساء و حقوق الأقليات و الحقوق المدنية للسود و حقوق المهاجرين ... و من المهم أن يستمر هذا التّداول السلمي في الفضاء العمومي لأنه شرط قيام المجتمع الديمقراطي و دولة المؤسسات و القانون طالما بقي التّداول محتكما لإيتيقا الحوار و الحجاج العقلاني فنحن لسنا في صراع بين الجهلة أو الرعاع من جهة و المتحضرين و المتعلمين من عللة القوم من جهة أخرى كما يتصوّر بعض العلمانيين و لا بين المسلمين و أعداء الدين كما يقدمه التكفيريون بل هو صراع طويل المدى حول مشروع الدولة و المجتمع اللذين نريد بين مواطنين يفترض انهم أحرار يشتركون في الانتماء لتونس و يقبلون مستلزمات العيش المشترك.

لهذه الأسباب صار التساؤل الأهم الذي يشغل العائلة الديمقراطية و التحررية و الإصلاحية هو كيف يمكن أن ننتصر للحريات و المساواة و كيف نبني القوة الاجتماعية و السياسية اللازمة لذلك في تونس اليوم ؟ و نحن نتقدم بحذر على مسار التّحول الديمقراطي اي في تونس ما بعد سقوط التسلطية و المصادقة على دستور جانفي 2014 كمرجعية ما بعد ثورية لتنظيم السلطات و التّداول على الحكم و التشريع لحقوق التونسيين و التونسيات.

الانشغال بهذا السؤال يتجاوز التسليم بالمساندة المبدئية للتقرير و للجرأة التشريعية التي تتطلع لها و لما يمثله في نظرنا لا فقط من استمرار للروح الإصلاحية التونسية بمختلف أجيالها بل من جسارة مؤكدة في حدّ ذاتها لأجيج التّطلع الثوري للنخب الحداثيّة و التحررية التونسية من مكاسب المواجهة الأخيرة بين «الإسلاميين» و «الديمقراطيين» هي تشكّل ملامح جبهة إصلاحية بمكوناتها المدنية الحقوقية و كذلك السياسية تجاوزت «نداء تونس التاريخي قبل التفكك» بعد المواقف الجلية التي أعلنتها الجبهة الشعبية و حزبي المسار و أفاق تونس و التيار الديمقراطي الذي يتقدم نحو احتلال موقعه صلب هذه الجبهة

و ما يعدّ مكسبا إضافيا من جهة هذا المعسكر المساند للتقرير هي درجة التعاطف و التأييد التي عبّر عنها مثقفون و كتاب

عرب وهيئات حقوقية عربية ودولية في مقابل الحرج الذي مثله لحركة النهضة التي لا ترغب في العودة إلي الوراء، على الأقل الآن، نحو الفضاء الإسلامي السلفي (الداعشي و الوهابي أو القطبي ..) المتشدد لخوض معركة الشارع ضد التقرير وخسران ثقة من يراهن على مدنيّتها وانفتاحها وقابليتها للفصل بين الديني والسياسي سواء في الداخل والخارج المكسب الأعمق من هذا الجدل هو طرح قضية الحريات الفردية والمساواة الفعلية بين المواطنين والمواطنات بوضوح وجرأة في تجاوز لمربع الحريات العامة الذي أضحى محل إجماع فضفاض معلن بين كل العائلات الفكرية والسياسية منذ سنوات سبقت سقوط الاستبداد وتؤكد على امتداد سنوات الانتقال الديمقراطي المستمر فالتقرير يضع على محك الواقع آليات المرور من الديمقراطية الإجرائية إلى الديمقراطية كمنظومة قيم وكسلوك وكحقوق يكفلها القانون وتحميها الدولة ويختبر قابلية إعلانات النوايا، لدى الأفراد كما لدى التنظيمات، للتحويل إلى التزامات غير ان التركيز على نقاط التصادم بين الرؤية العلمانية

والإسلامية الأصولية والاستمرار فيه يخفي طابعه التأسيسي العام لدولة تحترم مواطنيها وتقرّ لهم بحقوقهم وهو تأسيس يتعالى عما يبديه «الحداثيون» من تجاهل لحقوق الإنسان حين يتعلق الأمر بالسلفيين والجهاديين وحتى أسرهم ويتعالى عن عدم اعتراف الإسلاميين المعلن والضمني بكونية حقوق الإنسان بتعلة الخصوصية وثوابت الهوية ومقاومة التغريب حين تحلّ ساعة الحقيقة فالتقرير يقترح مداخل فلسفية وتأسيسية ودستورية لوضع قواعد قانونية عامة مجردة ومحيدة مرجعها الدستور والمعاهدات والمواثيق الدولية لحقوق الإنسان وتؤسس لدولة المواطنة التي لا تزال دولة معلقة ولا نخالها مستحيلة في مقابل التركيز على صراع الهوية والدين مجددا تبقى المعضلة التي تجلت بوضوح مرة أخرى هي سوء التفاهم الدائم بين مناضلي حقوق الإنسان، الفردية والمدنية، من جهة ونشطاء الحركات الاجتماعية والاحتجاجية والشبابية الجديدة المدافعين عن الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والرافضين للفساد وأهله من جهة أخرى والحال أنهم يمثلون معا عناصر كتلة تاريخية ممكنة لنجاح التحول الديمقراطي في سياق أهداف الثورة بما هي ثورة ديمقراطية وطنية في جوهرها.

إن هذا التّوتر المستمر بين دعاة الحريات الفردية ومناضلي العدالة الاجتماعية والتوزيعية والتنمية يمكن فهمه بوجه ما على أنه توتّر موضوعي بين فئات برجوازية صغرى ووسطى ومدنيّة معلّمة هاجسها الأول دولة مدنية وتنظر بعين الريبة والخوف للحركات الاحتجاجية كحركات قصويّة مهددة للدولة وإضعاف لها وفئات اجتماعية مفقرة ومهمشة و محرومة و شبابية لا تخضع كلها لتأثير دعاية الإسلام السياسي ولا تطمئن لعرضه الاجتماعي بل تمتلك من الإرادة ما يجعلها تدافع عن حقوقها الاجتماعية بقوة، هاجسها الاول تجديد العقد الاجتماعي بين المجتمع والدولة الراحية، بل إن بعضها يرى في محور النضال حول الحريات الفردية ملهة و ترفا برجوازيا لا يعنيتها وهي في أحسن الأحوال لا تثق في دعواتها المحليين وداعميهم الدوليين.

ومع الإقرار بأن دوافع التعبئة الوطنية ليست فقط طبقية أو اقتصادية وبأن أسباب هذه الهوة بين قوى التغيير الاجتماعي مركّبة فإننا لا نرى التّعارض اساسيا بين الهاجسين هاجس الحقوق الفردية و هاجس الحقوق الاجتماعية إلي حدّ التنافر والتّباعد وعدم الاعتراف المتبادل بوحدة المعركة بل نرى في استمرار هذا التّوتر والتّباعد إنهاك للفاعلين الاجتماعيين في طريق تحررهم الذاتي والجماعي وخدمة لخصومهم وأعداء تحررهم وانعتاقهم.

ليست القوى الإسلامية اليوم وحدها من يعمل على استمرار تفكك هذه الكتلة التاريخية الممكنة بل كذلك قوى الثورة المضادة بتعبيراتهم السياسية المتنوعة وبما يمثلونه من ارتباط مع لوبيات الفساد وراس مائلة الاقارب والصدقات والراس مال الرّيعي و الطفيلي كقوى معطلة لإصلاح الاقتصاد ودمقرطة إنتاج الثروة ودمقرطة توزيعها حتى يتوقف الانتقال الديمقراطي عند

حدود مرسومة لا يتخطاها ولا يهدّد مصالح المستفيدين من بقاء الحال على ما هو عليه من هذا المنظور سيكون من المفيد ان تقرأ الفئات الاجتماعية الحاملة لمشروع التغيير الاجتماعي التقرير من زوايا مختلفة حتى تستطيع بناء التّضامات اللّازمة

فيما بينها فالتقرير لا يؤسس حصريا حصنا منيعا ضد مشروع الدولة الدينية التسلطية وإختراله في ذلك خطأ فادح وتوظيف سياسي له لخدمة أهداف وضعية بل هو من منظور كلي وثيقة تضع كذلك الضمانات ضد الدولة الأمنية وضد الإفلات من العقاب ومن أجل تشريعات تكفل كرامة الإنسان وتبحث عن بناء مقاربة انسانية كونية وحضارية متكاملة لمفهوم المواطنة في بلادنا فهو على سبيل المثال لا الحصر حين يؤكد نفس التقرير على إدانة التعذيب وحماية الحريات والحياة الخاصة ويقنن الايقاف التحفظي ... فهو يشكّل من جهة ما مدخلا للحماية القانونية للحركات الاجتماعية والاحتجاجية ذاتها والتي يتعرّض نشاطها للتنكيل والملاحقة فدولة القانون والجمهورية الديمقراطية تضمن شروط تطور فعلة للنضال الاجتماعي والمدني في حين تعيقها الدولة التسلطية فالحملات من مثل «تعلم عوم» ضد العنف البوليسي والمطالبة بمحاسبة المتسببين في وفاة عمر العبيدي (مارس 2018) وحملات حماية نشطاء الحركات الاجتماعية «حل المينوت طبق الفصل 37» ومحاكماتهم الجائرة والمطالبة بكشف الحقيقة عن مقتل أنور السكرافي في تطاوين (ماي 2017) خمسي إلفرني (جانفي 2018) في طبرية تجد في تقرير الحريات سندا يعزز شرعية نضالها المدني ويؤكد قانونيته ويكسبها تعاطفا داخليا وحتى دوليا.

في ضوء ذلك سيكون من الممكن توسيع دائرة مناصرة التقرير إلى حلقات أوسع لتشمل أوساطا شبابية واجتماعية ضحية للتعسف والظلم ربما أكثر من غيرها ولا ترى نفسها معنية بمكتسبات التقرير حين تقدم كانتصار على الإسلاميين لا غير لذلك يصير الوعي بهذه العلاقة المتلازمة بين الدفاع عن الحريات والمساواة وتقدم النضال الاجتماعي هو جوهر البرنامج السياسي للقوى اليسارية والديمقراطية الاجتماعية عموما وهو ما يتأكد حين لا نلمس في الفترة الأخيرة مؤشرات قوية لانفتاح أغلب فئات البرجوازية الصغرى والوسطى التحررية المسكونة بهاجس الحريات الفردية على فضاءات الحراك الاجتماعي بل هي لم تتحمس كما تفعل اليوم حول معركة قوانين الميراث على أهميته لتحويل فشل الحكومة الدامغ في قطاعات حساسة كالصحة والتزود بالدواء إلى محور تعبئة سياسي يوحد فئات واسعة رغم قابلية الشارع وغيانه فلا أمل لهذه الفئات الاجتماعية في تعزيز حضورها ودورها في الدفاع عن نفسها وعن المجتمع عموما إن هي استمرت في تجاهل حيوية المطلب الاجتماعي وفي الحذر من المنخرطين بحماس في الدفاع عنه وظلت تتجاهل مشروعية وصدقية وجمهورية المطلب الاجتماعي بما هو مطلب حيوي.

بناء جسور التضامات والتقاطعات والتحالفات بقدر ما يبدو صعبا فهو ضروري للطرفين وهو حيوي للقوى الاجتماعية ويستلزم دخولها معركة الحريات الفردية فكريا وسياسيا وميدانيا بعدتها الخاصة وبمعجميتها وأدواتها فمن الناحية الفكرية سيكون من المهم كشف ما تمثله الخيارات اللبيرالنة والاجتماعية وحمى الاستهلاك والهيمنة الإعلامية والتلاعب بالعقول من تهديد بدورها للفرد لتحوّله إلى كائن مغترب أناني معزول وليصبح تحرير الفردية بهذا المعنى هو تحرير للذاتية المغتربة بالمعنى الإنساني تحت سطوة الإسلام السياسي ورعب اقتصاد السوق الأعمى المسكون بجنون المناقسة والربح فالشغف بالفرد الحرّ هو في صميم الرؤية الفكرية لقوى التغيير الاجتماعي التقدمية التي تحتاج في معركتها التاريخية اليوم إلى حلفاء وليس فقط إلى رسم خط التباين مع خصومها.

ومن الناحية السياسية لا يمكن للدولة «التنين» القوية والمتسلطة أن تضمن انعتاق الفرد بل تبرز قمعه واضطهاده تحت شعار الاستقرار وحفظ الأمن ومحاربة الهمجية والفوضى من هنا يكتسب المشروع النضالي للقوى الاجتماعية المتضامنة دلالاته كمشروع تحرر إنساني عادل من التسلطية الدينية أو الأمنية وحتى الناعمة فليست الدولة وفق هذه الرؤية بالضرورة أداة قمع وهيمنة طبقية بل هي أداة نهوض للمجتمع وعامل من عوامل تطوره في مرحلة من مراحل نضجه التاريخي وهي أقدر على الاضطلاع بهذا الدور حين تكون أداة عقلنة وتنظيم وقادرة على تمثيل أوسع فئات المجتمع ديمقراطيا وكسب ثقتهم أخلاقيا وبناء مؤسسات هذه الدولة الجديدة اليوم هو في صميم المهمة التاريخية لكل قوى الثورة.

أما من الناحية الميدانية فإن في تقاطع القوى الاجتماعية (النقابات, الحركات الشبابية, وحركات الاحتجاج الحركات الفنية ..) مع حركات حقوق الإنسان وحقوق النساء فكا لعزلتها وانزاعا لمجالات من الفضاء العمومي للتداول حول قضايا المهمشين

و المغيبين و خيارات التنمية البديلة والعدالة إرساء لمقدمات تضامن أكثر استدامة وتعزيزا لفرص قيام مشهد سياسي تعددي يكسر إرادة الهيمنة التي تريد حصره في قوتين لا غير تتنافسان وتتحالفان وفق لأجندا اقتسام الحكم وبهدف عزل خصومهما.

وأيا كانت في الأخير مآلات هذا التقرير بالنظر للإرادة السياسية الداعمة ودرجة دعمها له ولغاياتها المعلنة أو المخفية ارتباطا بحلبة التنافس الانتخابي القادمة التي يراد لها ان تكون حربا مرة أخرى بين «الهويين» و «الحداثيين» تخاض في مناخات من الخوف والعدائية المشطّة وحتى بالنظر إلى الصّد الذي أبدته حركة النهضة لمقترح رئيس الجمهورية المتعلق بالميراث فإن سقف المطلب الحقوقي والديمقراطي والمواطني في تونس ارتفع بما يجعلنا نستمر في زرع الأمل لأن على هذه الارض ما يستحق الحياة.



28-08-2018

shemsfm

أساتذة جامعة الزيتونة يُطالبون بتجريم الاعتداء على حقوق المرأة الشرعية في الميراث

عبر أساتذة جامعة الزيتونة وعلماؤها ومشائخها اليوم الثلاثاء 28 أوت 2018، عن رفضهم لما ورد في خطاب رئيس الجمهورية بمناسبة الاحتفال بعيد المرأة يوم 13 أوت الجاري، لا سيما قوله "أن الدولة التونسية لا علاقة لها بالدين ولا القرآن". كما عبروا في بيانهم الذي أصدره اليوم عن معارضتهم، الانتقائية في التعامل مع توطئة الدستور التي تنص على "تمسك الشعب بتعاليم الاسلام ومقاصده" وعدد من فصوله التي تؤكد المرجعية الاسلامية للدولة، رافضين ابطال العمل بالقاعدة الشرعية في نظام الارث بين الذكر والأنثى واعتبار الميراث شأنًا بشريا لا علاقة له بالدين. وطالبوا بالمحافظة على الهوية العربية الاسلامية للشعب التونسي واحترام مقدساته ومقتضيات الدستور داعين إلى تجريم الاعتداء على حقوق المرأة الشرعية في الميراث وتمكينها من كافة حقوقها الشرعية والقانونية من مهر ونفقة وإرث. واعتبر أساتذة جامعة الزيتونة وعلماؤها ومشائخها، أن المرجعية الاسلامية وهوية الشعب التونسية لا تتعارضان مع مدنية الدولة، مشيرين إلى أن أحكام الإرث ثابتة بنص القرآن والسنة النبوية وأن المساواة المطلقة سينتج عنها انخراط نظام الإرث وتنازع أفراد الأسرة وتصدع كيانها. يذكر أن رئيس الجمهورية اقترح في خطابه، الذي ألقاه يوم 13 أوت الجاري بمناسبة العيد الوطني للمرأة، سن قانون يضمن المساواة في الإرث بين الجنسين، مع احترام ارادة الأفراد الذين يختارون عدم المساواة في الإرث، داعيا إلى ضرورة مراجعة مجلة الأحوال الشخصية لمواكبة تطور المجتمع وملاءمة التشريعات الجاري بها العمل مع ما نص عليه دستور الجمهورية الثانية.

Le 27-08-2018

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>27-08-2018</p> <p>Mounir Baatour Président de Shams – Pour la dépénalisation de</p>	<p>Abir Moussi: Homophobe ou nostalgique de la dictature?</p> <p>Abir Moussi qui a gagné en estime pour avoir fait des déclarations contre les extrémistes religieux, s'est finalement rangée de leur côté en s'opposant à la liberté et la dignité de l'être humain.</p> <p>Abir Moussi, qui fût le porte-voix de la dictature tunisienne au temps de Ben Ali et qui n'en a d'ailleurs jamais eu honte, a récemment indiqué que si l'on dépénalise l'homosexualité comme le demande la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe), les</p>

l'homosexualité

en Tunisie.

[huffpostmaghre](#)

[b](#)

homosexuels demanderont de se marier, arguant que cela est contre-nature et contre la loi qui régit le pays.

À cette dame qui ne voit que par son orgueil et son avidité du pouvoir, on peut facilement répondre qu'une personne qui a soutenu des loi dictatoriales devrait d'abord s'abstenir de donner son avis, d'autant qu'elle est femme de loi de par sa profession d'avocate. Il est impensable que cette femme, présidente d'un parti politique né après la révolution, puisse s'opposer à une demande aussi simple: se conformer à la constitution qui affirme que les citoyens sont égaux et peuvent jouir de leur liberté. L'on se demande même si elle n'a pas fait cette déclaration par snobisme et juste pour faire parler d'elle, car elle ne peut faire parler d'elle à travers sa politique indigne d'un pays ayant fait une révolution pour sortir des crocs de la dictature... dictature à laquelle elle semble prendre goût et qu'elle compte peut-être nous remettre au goût du jour. Abir Moussi qui a gagné en estime pour avoir fait des déclarations contre les extrémistes religieux, s'est finalement rangée de leur côté en s'opposant à la liberté et la dignité de l'être humain. Quand on n'a pas de principes, on peut en effet retourner facilement sa veste au gré des vents et des temps, mais le peuple tunisien, chère madame n'a encore ni oublié, ni pardonné les dépassements du régime que vous avez soutenu à bras le corps. À votre place on se ferait tout petit, alors arrêtez de monter sur vos grands chevaux, car l'Histoire ne pardonne pas madame l'avocate, sbire de Ben Ali et finalement ennemie de la liberté.



27-08-2018

B.L

[businessnews](#)

Slim Laghmani : Le rapport de la Colibe a relevé nos contradictions culturelles

Slim Laghmani, expert en droit constitutionnel et membre de la Commission pour les libertés et l'égalité (Colibe) a souligné, dans un post publié sur sa page Facebook ce lundi 27 août 2018, que le rapport de la Colibe a montré que la nécessité de prioriser la mise en place de la Cour constitutionnelle étant « une instance régulatrice du sens de la Constitution ». Il a, également, relevé les contradictions culturelles entre les Tunisiens qui n'ont pas pu être surmontées par la Constitution de 2014. Dans ce sens, Slim Laghmani a indiqué l'importance ainsi que l'urgence du défi culturel auquel est confrontée la Tunisie. Ces propos viennent en réponse aux déclarations du président du conseil de la Choura d'Ennahdha, Abdelkarim Harouni montrant les divergences d'opinion vis-à-vis le rapport de la Colibe en général et le principe de l'égalité successorale en particulier. Abdelkarim Harouni a, en effet, affirmé, dimanche 26 août 2018, qu'Ennahdha, qui émettait des réserves sur certains points du rapport, est contre ses dispositions. Il a, de ce fait, précisé que le parti « refusait tout projet qui ne se conforme pas à la Constitution, aux textes clairs du coran et aux préceptes immuables de l'Islam ».

<p>RÉALITÉS <small>ASSOCIATION INDÉPENDANT - FONDÉE EN 1979</small> <i>Online</i></p> <p>26-08-2018</p> <p>F.K</p> <p>realites</p>	<p>Un tatoueur tunisien à la rescousse d'une jeune marocaine sauvagement violée et molestée</p> <p>L'histoire de Khadija, jeune marocaine de 17 ans, a suscité l'indignation au Maroc. L'adolescente a été violée et maltraitée pendant deux mois entiers à Douar Oulad Ayada par 14 hommes. Ses tortionnaires l'ont non seulement violée, mais ils l'ont également droguée et frappée. Ils lui ont même brûlé la peau avec des mégots de cigarettes et l'ont également tatouée au niveau des bras et des jambes. Son supplice a fait immédiatement réagir un tatoueur tunisien appelé Fawez, qui a décidé d'aider la jeune Khadija et sa famille en proposant gratuitement à la jeune femme ses services pour lui enlever les tatouages de ses bourreaux. L'artiste a réussi à effacer toutes les traces du clavaire de Khadija avec un professionnalisme remarquable, mû par une si profonde compassion.</p>
<p>L'ECONOMISTE <i>maghrébin</i></p> <p>24-08-2018</p> <p>B.L</p> <p>leconomistema ghrebin</p>	<p>Cerveau : l'intelligence a-t-elle un sexe ?</p> <p>Les hommes et les femmes sont-ils égaux face aux tests du QI ? Les mâles auraient-ils un « cerveau » et les femelles une « cervelle » ? Les garçons ont-ils la « fibre » des maths alors que les filles sont plutôt littéraires ? les hommes et les femmes pensent-ils différemment ? A tout ce lot de clichés sexistes, une récente étude scientifique parue dans la sérieuse revue Science & Vie a tordu le cou aux clichés sexistes.</p> <p>Le « petit » cerveau d'Einstein</p> <p>Savez-vous que le cerveau d'Albert Einstein est plus petit que la moyenne ? Cette information a été révélée par une récente étude intitulée (le génie et ses mystères) parue dans le 22ème numéro de la revue Science & Vie. L'exemple de l'illustre physicien apporte la preuve qu'aucun lien n'existe entre intelligence et taille du cerveau. A la pesée, on sait que l'écart moyen entre le cerveau des hommes et celui des femmes est de 181 grammes. 1 325 pour les hommes et 1144 g pour les dames, soit une différence d'environ 14 % en faveur de la gent masculine. De quoi suggérer un avantage intellectuel mais sans prendre en compte la différence de masse corporelle entre les sexes : 10 à 15 % en plus pour les hommes. Bref, hommes et femmes ont, proportionnellement, le même cerveau.</p> <p>Acquis ou et innée ?</p> <p>Scientifiquement, les femmes ont une plus grande aptitude pour le langage, la prise de décision, la mémoire à court terme. Les hommes une capacité d'analyse plus rapide des perceptions sensorielles ainsi qu'une meilleure maîtrise des émotions. Les scientifiques sont partagés sur cette question. Ces aptitudes sont-elles innées ou se sont-elles développées en fonction du rôle que l'un et l'autre sexe jouent dans la société ?</p>

QI : a égalité de points

On le sait aujourd'hui : hommes et femmes sont égaux face au Q.I.

Pour la première fois depuis l'invention du quotient d'intelligence, il y a une centaine d'années, les deux sexes obtiennent des scores similaires. Toutefois, les femmes dépassent même les hommes dans certains pays, comme l'Estonie, l'Argentine et la Nouvelle-Zélande. L'analyse des résultats aux tests de Q.I. prouve que les femmes se distinguent dans les épreuves demandant des capacités verbales et de synthèse. Par contre, les hommes excellent dans les exercices de géométrie et de représentation spatiale et les épreuves exigeant des capacités analytiques. Cependant, le cerveau, un organe « souple », se modifie selon les activités cérébrales et physiques pratiquées par chacun de nous. Ainsi, notre cerveau est « différent » si l'on pratique une langue étrangère, un instrument de musique ou un sport. Sans oublier l'influence de la culture ambiante et de l'éducation sur le cerveau. Depuis des lustres, les parents offrent des poupées aux filles et des pistolets en plastique aux garçons. Toute la différence est là !



26-08-2018

mosaiquefm

Ennahdha rejette tout projet "non conforme" aux textes coraniques

Le président du conseil de la choura du mouvement Ennahdha, Abdelkarim Harouni a indiqué sur les ondes de Mosaïque FM que son parti rejette tout projet non conforme à la constitution et aux textes coraniques dont notamment l'égalité successorale prévue par le rapport de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité.

مقالات باللغة العربية



27-08-2018

د. فيوليت داغر
رئيسة اللجنة العربية
لحقوق الإنسان

lemaghreb

رسالة مفتوحة لرئيس الجمهورية التونسية، السيد الباجي قائد السبسي

حضرة رئيس الجمهورية التونسية المحترم،

تحية طيبة،

كان يفترض بهذه الرسالة أن تصلكم سيدي الرئيس منذ عشرة أيام عبر أحد مستشاريكم، لكن حيث لم يتم ذلك، وجدت نفسي مضطرة لنشرها بالاعلام لعلها تجد طريقها اليكم. أذكركم أنكم كنتم، حضرة الرئيس، قد تكرمتم في وقت سابق باستقبالي والاستماع لوجهة نظري حول أوضاع بلدكم ومسار العدالة الانتقالية فيه التي كنت أخشى عليها كثيرا، وما زلت.

اليوم الموضوع مختلف ومستعجل. لقد تقدمت في بدايات شهر نيسان/ أفريل الماضي بطلب زيارة 4 مساجين في سجن المرناقية يشكون من حالة صحية سيئة للغاية، حسب إفادات عائلاتهم ومحاميهم. أحدهم، السيد صابر العجيلي، خضع لعملية جراحية في السجن ولم يتابع صحياً. أملت أن أحصل على موافقة على هذه الزيارة كما وعدت على مدار هذه الفترة الزمنية الطويلة، لكن شهراً تلو الآخر مرّ دون رد إيجابي أو حتى سلبي من الهياكل المعنية، سواء وزارة العدل او الادارة العامة للسجون.

وحيث أنا لم أعد مقيمة في تونس، هذا الأمر اضطرني واضطر جمعيتي (اللجنة العربية لحقوق الإنسان) لمصاريف إضافية وأوقات مهدورة.

حاولت أن أسهل الأمر على الإدارة العامة للسجون وأسحب أي اسم لا يُراد لي زيارته لسبب ما أو لمانع قانوني، لكن لم أحصل على إجابة مفيدة وما زالوا حتى اليوم يشيرون عليّ بانتظار الموافقة.

بغض النظر عن موقف السلطات المعنية من نزلاء السجن هؤلاء والتبريرات المفترضة لقبول أو رفض الطلب، أرى أن زيارة سجين بحالة صحية سيئة هي حق وضرورة لمن يعمل في المجال الحقوقي، وفوق هذا وذاك هي واجب مهني وأخلاقي.

لذا : أرجو منكم سيادة رئيس الجمهورية أن تعينوني بالطريقة التي ترونها مناسبة للاضطلاع بمهامي وتمكيني من زيارة السجن المدني بالمرناقية، لما في ذلك من خير للبشر الذين وقع عليهم حيف، وتأكيدا للسمعة الإيجابية التي حظيت بها تونس بما يخص احترام الحريات والحقوق.

مع جزيل الامتنان لجهودكم الكريمة.



27-08-2018

shemsfm

الأزهر: التحرش حرام شرعا وملابس المرأة لا تُبرره

أصدر الأزهر الشريف بيانا حرم فيه التحرش شرعا، معتبرا أنه سلوك "مدان بشكل مطلق ولا يجوز تبريره بسلوك أو ملابس المرأة". وتطرق الأزهر في بيان له إلى "ما تداولته وسائل الإعلام وشبكات التواصل الاجتماعي في الآونة الأخيرة من حوادث تحرش"، قائلا "لقد وصل الأمر في بعضها إلى حد اعتداء المتحرش على من يتصدى له أو يحاول حماية المرأة المتحرش بها، فيما سعى البعض لجعل ملابس الفتاة أو سلوكها مبررا يسوغ للمتحرش جريمته النكراء، أو يجعل الفتاة شريكة له في الإثم". وأكد الأزهر أن تجريم التحرش والمتحرش يجب أن يكون "مطلقا ومجردا من أي شرط أو سياق، فتبرير التحرش بسلوك أو ملابس الفتاة، يعبر عن فهم مغلوط". ودعا الأزهر الشريف إلى "تفعيل القوانين التي تجرم التحرش وتعاقبه على فعله".



27-08-2018

mosaiquefm

بودينة: سنقاضي الأمنيين المعتدين على فريق عرض 'الزيارة' في الجم

أكد محمد بودينة منتج عرض "الزيارة" في برنامج 'كورنيش' اليوم الاثنين 27 أوت 2018 أنّهم تعرضوا للإهانة من أعوان الامن والاعتداء على بعض أفراد الفرقة خلال العرض المبرمج في قصر الجمّ. وقال إنهم تفاجؤوا بقلّة النظام والإهانة التي تعرضوا لها من طرف أعوان الأمن ومنعهم من الدخول مقابل إدخال مواطنين دون تذاكر، قائلا إنّ "ما حدث غريب حيث تم الاعتداء على فريق العرض دون سبب ما دفعنا الى أخذ قرار بعدم تقديم العرض في هذه الظروف". وأوضح بودينة أنّ إدارة مسرح بالجمّ والسلطات الأمنية تعهدوا بالموضوع وأكدوا أنّهم سيستخدمون كاميرات المراقبة للتثبت من الحادثة، مشددا على أنّهم سيتابعون الموضوع وتمسكون بمقاضاة من اعتدى عليهم".